

42 groupes de défense des droits humains : les autorités du Belarus doivent arrêter de persécuter les acteurs de la société civile et engager le dialogue

L'élection présidentielle au Belarus – marquée par un nombre d'irrégularités sans précédent et entraînant des mouvements de protestation de grande ampleur – a été suivie par une répression brutale et quotidienne des droits humains par les autorités. Les groupes de défense des droits humains du pays, qui documentent les exactions commises par le régime et viennent en aide aux victimes, sont particulièrement visés. La FIDH et 41 de ses organisations membres exigent que les autorités du Belarus mettent fin à toute forme de harcèlement à l'encontre des activistes de la société civile, dont **Marfa Rabkova**, et engagent un dialogue afin de trouver une solution pacifique répondant à la demande du peuple de tenir de nouvelles élections démocratiques.

Depuis le début de la campagne présidentielle en mai, les autorités ont procédé à l'arrestation arbitraire de près de 12 000 individus, incluant des manifestants pacifiques, des candidats à la présidence, des défenseurs des droits humains, et des journalistes, pour avoir exercé leurs droits. La plupart d'entre eux ont été libérés, mais environ 200 personnes sont encore écrouées et visées par de fausses accusations. L'usage excessif de la force et les arrestations arbitraires ont mené au mauvais traitement et à la torture de plus de 500 autres individus dans les fourgons de police et sur les lieux de détention. Et pourtant, jusqu'à présent, aucune véritable enquête n'a été réalisée sur ces violations et aucun de leurs auteurs n'a été poursuivi en justice.

Les groupes locaux de défense des droits humains qui documentent ces abus et fournissent entre autres une assistance juridique aux victimes sont pris pour cibles par les autorités. **Marfa (Maria) Rabkova**, coordinatrice de l'aide humanitaire de Viasna Human Rights Centre (Viasna HRC), organisation membre de la FIDH au Belarus, a été arrêtée le 17 septembre 2020 et fait l'objet de poursuites criminelles en vertu de l'article 293.3 du Code pénal bélarusse (« entraînement ou autre préparation de personnes en vue de participer à des émeutes de masse ou de financer de telles activités »).

Mais Mlle Rabkova est tout sauf une criminelle. Aux côtés de bénévoles du groupe Viasna, la jeune femme de 25 ans a participé à des rassemblements pacifiques, fait campagne pour l'observation des élections par une entité indépendante, et fourni des preuves attestant de cas de torture de manifestants en détention. Cette étudiante à l'université européenne des humanités (en Lituanie) est aujourd'hui en prison en raison de ses opinions politiques et de son engagement pour la défense des droits humains.

« La soif de pouvoir de Loukachenko, confirmée une nouvelle fois par son investiture secrète, a entraîné une crise des droits humains sans précédent au Belarus. Les passages à tabac et la torture de manifestants pacifiques, ainsi que les arrestations arbitraires et l'intimidation d'activistes, de journalistes, et d'avocats qui révèlent ces abus au reste du monde et qui aident les victimes, continuent aujourd'hui encore », déplore Valiantsin Stefanovic, vice-président de la FIDH et vice-président de Viasna HRC.

La FIDH demande de nouveau aux autorités de mettre fin à la violence à l'encontre des manifestants et journalistes pacifiques, et de libérer tous les prisonniers politiques du pays. La FIDH, soutenue par 41 de ses organisations membres, dont la LDH, exhorte les autorités à cesser les persécutions envers la société civile, dont Marfa Rabkova, coordinatrice de l'aide humanitaire de Viasna HRC, et à engager le dialogue.

Minsk et Paris, le 7 octobre 2020